Constitution

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 19 mars 1958, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant le règlement de l'ordre de service du Tribunal de commerce de Bruxelles", a donné le 28 mai 1958 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 19e maart 1958 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het dienstreglement van de Rechtbank van koophandel te Brussel", heeft de 28e mei 1958 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour but de modifier le règlement de l'ordre de service du Tribunal de commerce de Bruxelles.

Il a notamment comme fondement légal, les articles 3 et 5 de la loi du 22 juillet 1927 modifiant les lois d'organisation judiciaire. Selon l'article 3 : "Le nombre des chambres des tribunaux de commerce, leurs attributions, le nombre et la durée de leurs audiences, le nombre des juges attachés à chaque chambre sont déterminés par arrêté royal sur les avis du premier président de la cour d'appel, du procureur général près la même cour et du président du tribunal". L'article 5, alinéa 2, dispose : "L'ordre de service dans chaque tribunal est établi par le Roi, sur les avis du président du tribunal, du premier président de la cour d'appel et du procureur général".

Outre les articles 3 et 5 de la loi du 22 juillet 1927, le projet devrait viser également la loi du 25 octobre 1919 modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux.

La loi du 25 octobre 1919, qui fut prorogée par la loi du 18 août 1928 "jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure", a créé les chambres à juge unique. Elle dispose, en son article unique, sous le § 1er : "Les tribunaux de première instance et les tribunaux de commerce forment une ou plusieurs chambres composées de trois juges et, s'il y a lieu, une ou plusieurs chambres ne comprenant qu'un juge. Le nombre de ces diverses chambres est réglé par arrêté royal".

.../...

Le deuxième alinéa du préambule vise l'arrêté royal du 1er septembre 1927 et les arrêtés royaux qui l'ont modifié. Il conviendrait de supprimer la mention de l'arrêté royal du 19 juin 1934, qui est abrogé par l'arrêté du Régent du 14 août 1947.

En conséquence, le Conseil d'Etat propose de rédiger le prémabule du projet de la manière suivante :

"BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 25 octobre 1919 modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux, prorogée par la loi du 18 août 1928, notamment son article unique, § 1er;

Vu la loi du 22 juillet 1927 modifiant les lois sur l'organisation judiciaire, notamment les articles 3 et 5;

Vu l'arrêté royal du 1er septembre 1927 portant règlement de l'ordre de service du Tribunal de commerce de Bruxelles, modifié par les arrêtés royaux des 16 mars 1928, 27 juin 1929, 23 juin 1932, par les arrêtés du Régent des 14 août 1947 et 13 septembre 1948 et par l'arrêté royal du 30 juin 1955;

Vu les avis du ... (la suite comme au projet)...".

\+

\+ \+

Selon l'article 7 du projet, l'article 18 du règlement de l'ordre de service du Tribunal de commerce de Bruxelles serait désormais rédigé de la manière suivante :

"Il est, en outre, formé des rôles des causes à plaider propres à chacune des sections de ces chambres, qu'elles siègent à l'ordinaire ou à l'extraordinaire.

Les rôles particuliers sont permanents et les causes y restent inscrites jusqu'au moment des plaidoiries , des défauts, congés d'audience ou biffures.

Le président peut librement fixer des causes, quelles qu'en soient la nature et l'importance, au rôle des affaires à plaider de toutes les audiences.

Les causes à plaider sont extraites des rôles particuliers. Une liste en est arrêtée pour chaque audience. Il est fixé des causes pour un temps double au moins de la durée normale de l'audience.

Cette liste s'établit, parties présentes ou absentes, d'après l'ordre d'inscription au rôle particulier.

Le tribunal peut toutefois, pour raison d'urgence, accorder à certaines causes un tour de faveur.

.../...

Les causes qui n'ont pu être plaidées au jour fixé sont reportées à une audience ultérieure".

Les conditions de la biffure dont il est question à l'alinéa 2 de l'article 18 nouveau ne sont point précisées dans le texte présentement en vigueur; elles ne le sont point davantage dans le texte du projet, qui n'apporte à cet égard à l'article 18 qu'une modification de présentation.

La biffure opérée à la demande ou du consentement des parties ne donne lieu, il va sans dire, à aucune observation. Les parties peuvent assurément d'un commun accord faire retirer du rôle une cause qui, à la requête de l'une d'elles, y aurait été inscrite. Il s'agit là d'une application normale du caractère accusatoire de la procédure, conforme, au reste, au bon sens.

La biffure d'office pose, en revanche, un problème de nature à justifier des observations.

FREDERICQ (Traité de droit commercial belge, T. I, n° 376) expose la question en ces termes :

.../...

"Périodiquement - tous les six mois, au début de janvier et au début de juillet, - a lieu au Tribunal de Bruxelles un appel général des causes restant à plaider, appel destiné à supprimer l'arriéré par la biffure des affaires qui auraient perdu tout intérêt, notamment en suite d'un arrangement intervenu entre parties; il arrive fréquemment que, en raison de l'ignorance de cet appel général, les demandeurs omettent de faire retenir au rôle; les causes étant biffées, avenir devra également être signifié pour les ramener".

Semblable pratique n'est concevable que si la loi l'autorise. Aucun usage ne peut y suppléer. Sans doute, l'article 29 du décret impérial du 30 mars 1808 contenant règlement pour la police et la discipline des cours et tribunaux dispose-t-il que "si, au jour indiqué, aucun avoué ne se présente, ou si celui qui se présente refuse de prendre jugement, la cause sera retirée du rôle, sans que l'on puisse accorder aucune remise, si ce n'est pour cause légitime, auquel cas il sera indiqué un autre jour".

Mais précisément l'article 73 du décret impérial du 30 mars 1808 n'a pu étendre l'application de l'article 29 aux tribunaux de commerce. Le ministère des avoués n'y étant pas organisé, aucune biffure d'office n'aurait pu être prévue devant les tribunaux de commerce, sans adaptation. Celle-ci aurait normalement

.../...

consisté dans la réglementation de l'envoi aux parties d'un avertissement les informant de la date à laquelle la cause serait appelée, soit pour plaidoiries, soit en vue d'un appel général des causes.

L'article 197 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire prévoit que le premier président de la Cour de cassation, d'une cour d'appel , comme le président d'un tribunal de première instance "peut faire l'appel général des causes une fois par semestre". Encore que cet article figure au titre des dispositions générales de la dite loi, il serait inadmissible , à défaut de réforme législative, d'en étendre l'application aux tribunaux de commerce sans que des garanties équivalentes ne soient assurées aux parties.

Dans ces conditions, compte tenu des exigences d'une bonne administration de la justice et de façon à éviter toute équivoque, l'article 18 devrait être rédigé comme suit :

"Article 18.-

Il est, en outre, formé des rôles des causes à plaider propres à chacune des sections de ces chambres, qu'elles siègent à l'ordinaire ou à l'extraordinaire.

.../...

Les rôles particuliers sont permanents et les causes y restent inscrites jusqu'au moment des plaidoiries, des défauts, des congés d'audience ou des biffures prononcées soit à la demande des parties, soit après que celles-ci auraient été dûment appelées.

Le président peut librement fixer des causes, quelles qu'en soient la nature et l'importance, au rôle des affaires à plaider de toutes les audiences.

Les causes à plaider sont extraites des rôles particuliers. Une liste en est arrêtée pour chaque audience. Il est fixé des causes pour un temps double au moins de la durée normale de l'audience.

Cette liste s'établit, parties présentes ou absentes, d'après l'ordre d'inscription au rôle particulier.

Le tribunal peut toutefois, pour raison d'urgence, accorder à certaines causes un tour de faveur.

Les causes qui n'ont pu être plaidées au jour fixé sont reportées à une audience ultérieure".

Het ontwerp strekt tot wijziging van het dienstreglement van de Rechtbank van koophandel te Brussel.

Rechtsgrond ervoor zijn inzonderheid de artikelen 3 en 5 van de wet van 22 juli 1927 tot wijziging van de wetten op de rechterlijke inrichting. Artikel 3 bepaalt : "Het getal kamers van de rechtbanken van koophandel, haar bevoegdheden, het getal en de duur van haar terechtzittingen, het getal rechters die aan elke kamer zijn verbonden, worden bepaald bij koninklijk besluit op advies van de eerste-voorzitter van het hof van beroep, van de procureur-generaal en van de voorzitter der rechtbank". Het tweede lid van artikel 5 zegt : "De dienstregeling in elke rechtbank wordt door de Koning vastgesteld op advies van de voorzitter van de rechtbank, van de eerste-voorzitter van het hof van beroep en van de procureur-generaal".

Behalve de artikelen 3 en 5 van de wet van 22 juli 1927, moet het ontwerp ook vermelden de wet van 25 oktober 1919 tot tijdelijke wijziging van de rechterlijke inrichting en van de rechtspleging voor de hoven en rechtbanken.

De wet van 25 oktober 1919, die door de wet van 18 augustus 1928 is verlengd tot de datum van inwerkingtreding van de wet tot wijziging van de wetten op de rechterlijke inrichting, de bevoegdheid en de rechtspleging, heeft de kamers met een alleen-rechtsprekende rechter ingevoerd. Het enig artikel van deze wet bepaalt onder § 1 : "De rechtbanken van eerste aanleg en de rechtbanken van koophandel bevatten één of meer kamers bestaande uit drie rechters en, desnoods, één of meer kamers bestaande uit slechts één rechter. Het aantal dezer verschillende kamers wordt bij koninklijk besluit bepaald".

.../...

Het tweede lid van de aanhef verwijst naar het koninklijk besluit van 1 september 1927 en naar de besluiten die het hebben gewijzigd. De verwijzing naar het koninklijk besluit van 19 juni 1934, dat immers is opgeheven bij het besluit van de Regent van 14 augustus 1947, dient te worden geschrapt.

Derhalve wordt voorgesteld de aanhef van het ontwerp als volgt te lezen :

"BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden,HEIL.

Gelet op de wet van 25 oktober 1919 tot tijdelijke wijziging van de rechterlijke inrichting en van de rechtspleging voor de hoven en rechtbanken, verlengd bij de wet van 18 augustus 1928, inzonderheid op het enig artikel, § 1 ;

Gelet op de wet van 22 juli 1927 tot wijziging van de wetten op de rechterlijke inrichting, inzonderheid op de artikelen 3 en 5 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 septembe 1927 houdende het dienstreglement van de Rechtbank van koophandel te Brussel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 maart 1928, 27 juni 1929, 23 juni 1932, bij de besluiten van de Regent van 14 augustus 1947 en 13 september 1948 en bij het koninklijk besluit van 30 juni 1955 ;

.../...

Gelet op de adviezen van . . . (voorts zoals in het ontwerp) ...".

+

+ +

Volgens artikel 7 van het ontwerp zou artikel 18 van het dienstreglement van de Rechtbank van koophandel te Brussel voortaan als volgt luiden :

"Bovendien worden voor iedere afdeling van die kamers rollen gevormd van de te bepleiten zaken, ongeacht of zij in gewone of in buitengewone terechtzitting vergaderen.

De bijzondere rollen zijn bestendig en de zaken blijven er op ingeschreven tot op het ogenblik van de pleidooien, de verstekken, de ontslagen van rechtsaanleg of de schrappingen.

De voorzitter kan de zaken, welke ook de aard en het belang er van zijn, vrijelijk op de rol der te bepleiten zaken van al de terechtzittingen plaatsen.

De te bepleiten zaken worden uit de bijzondere rollen genomen. Een lijst wordt er van opgemaakt voor elke terechtzitting. Er worden zaken belegd voor ten minste het dubbele van de normale duur van de terechtzitting.

.../...

Die lijst wordt opgemaakt, of de partijen aanwezig zijn of niet, volgens de orde van inschrijving op de bijzondere rol.

De rechtbank kan nochtans, om reden van hoogdringendheid, voor sommige zaken een gunstbeurt toestaan.

De zaken die op de gestelde dag niet konden bepleit worden, worden naar een latere terechtzitting overgebracht".

De voorwaarden van de schrapping waarvan sprake is in het tweede lid van het nieuwe artikel 18, zijn in de thans geldende tekst niet nader omschreven ; zij zijn het evenmin in de tekst van het ontwerp, die in dat opzicht artikel 18 alleen naar de vorm wijzigt.

De schrapping op verzoek of met instemming van partijen geeft vanzelfsprekend geen aanleiding tot opmerkingen. Partijen kunnen immers in gemeen overleg een zaak, die op verzoek van een van hen op de rol mocht zijn ingeschreven, van die rol doen afvoeren. Het gaat hier om een normale toepassing van het accusatoir karakter van de rechtspleging, die overigens aan de eisen van het gezond verstand beantwoordt.

De schrapping van ambtswege daarentegen stelt een probleem dat enige opmerkingen wettigt.

.../...

FREDERICQ (Traité de droit commercial belge, Deel I, nr 376) zet de zaak als volgt uiteen :

"Périodiquement - tous les six mois, au début de janvier et au début de juillet, - a lieu au Tribunal de Bruxelles un appel général des causes restant à plaider, appel destiné à supprimer l'arriéré par la biffure des affaires qui auraient perdu tout intérêt, notamment en suite d'un arrangement intervenu entre parties ; il arrive fréquemment que, en raison de l'ignorance de cet appel général, les demandeurs omettent de faire retenir au rôle ; les causes étant biffées, avenir devra également être signifié pour les ramener".

Een zodanige handelwijze is alleen denkbaar wanneer de wet ze toelaat. Zij kan niet door het gebruik alleen worden verantwoord. Artikel 29 van het keizerlijk decreet van 30 maart 1808 houdende regeling van de politie en de tucht bij de hoven en rechtbanken bepaalt weliswaar dat, zo zich op de gestelde datum geen pleitbezorger aanmeldt, of zo hij die zich aanmeldt, weigert een vonnis te vorderen, de zaak van de rol wordt afgevoerd zonder dat uitstel kan worden verleend, tenzij om een wettige reden, in welk geval een andere datum wordt vastgesteld.

Maar artikel 73 van het keizerlijk decreet van 30 maart 1808 heeft nu juist de toepassing van artikel 29 niet kunnen uitbreiden tot de rechtbanken van koophandel. Aangezien geen regeling bestaat terzake van het optreden van pleitbezorgers bij de

.../...

rechtbanken van koophandel, kon de schrapping van ambtswege bij die rechtbanken niet worden ingevoerd zonder aanpassing. Normaal zou die aanpassing er in bestaan hebben, regelen te stellen voor het zenden aan partijen van een verwittiging, waarbij hun kennis wordt gegeven van de datum waarop de zaak zal worden opgeroepen, hetzij voor de pleidooien, hetzij met het oog op een algemene afroeping van de zaken.

Artikel 197 van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting bepaalt, dat de eerste-voorzitter van het Hof van verbreking, van een hof van beroep en de voorzitter van een rechtbank van eerste aanleg "eenmaal om de zes maanden de algemene afroeping van de zaken" kan doen. Ofschoon dit artikel onder de algemene bepalingen van bedoelde wet voorkomt, ware het onaannemelijk dat de toepassing ervan, als de wet niet wordt herzien, wordt uitgebreid tot de rechtbanken van koophandel, zonder dat de partijen gelijke waarborgen krijgen.

Daarom zou artikel 18, met inachtneming van de eisen van een goede rechtsbedeling en om misverstand te vermijden, als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 18.-

Bovendien worden voor iedere afdeling van die kamers rollen gevormd van de te bepleiten zaken, ongeacht of zij in gewone of in buitengewone terechtzitting vergaderen.

.../...

De bijzondere rollen zijn bestendig en de zaken blijven er op ingeschreven tot op het ogenblik van de pleidooien, de verstekken, de ontslagen van rechtsaanleg, of de schrappingen uitgesproken hetzij op verzoek van partijen, hetzij nadat deze behoorlijk zijn opgeroepen.

De voorzitter kan de zaken, welke ook de aard en het belang er van zijn, vrijelijk op de rol der te bepleiten zaken van al de terechtzittingen plaatsen.

De te bepleiten zaken worden uit de bijzondere rollen genomen. Een lijst wordt er van opgemaakt voor elke terechtzitting. Er worden zaken belegd voor ten minste het dubbele van de normale duur van de terechtzitting.

Deze lijst wordt, of de partijen aanwezig zijn of niet, opgemaakt volgens de orde van inschrijving op de bijzondere rol.

De rechtbank kan nochtans wegens de spoed voor sommige zaken een gunstbeurt toestaan.

Zaken die op de gestelde dag niet konden worden bepleit, worden naar een latere terechtzitting overgebracht".

---

chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
ssieurs : F. LEPAGE,		conseiller d'Etat,	président,
Heren :		raadsheer van State,	voorzitter,
	L. MOUREAU,	conseillers d'Etat,	
	G. HOLOYE,	raadsheren van State,	
	A. BERNARD,	assesseurs de la section de législation,	
	Ch. VAN REEPINGHEN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	C. ROUSSEAUX,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version erlandaise a été vérifiée sous contrôle de M. F. LEPAGE.
Le rapport a été présenté r M. W. VAN ASSCHE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.
Het verslag werd uitgebracht door de H. W. VAN ASSCHE, auditeur.

GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F. LEPAGE.